



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 15 avril 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

La présente fait suite à ma lettre du 12 septembre 2002 (S/2002/1010).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par le Royaume du Népal en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(Signé) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 31 mars 2003, adressée
au Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent du Népal
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Suite à notre lettre du 28 décembre 2001 accompagnant le rapport présenté par le Gouvernement royal du Népal en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (S/2001/1326, annexe), et en référence à votre lettre du 30 août 2002, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport complémentaire sur les mesures prises par mon gouvernement pour lutter contre le terrorisme (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Murari Raj **Sharma**

Pièce jointe

Les renseignements complémentaires qui suivent sont présentés par le Gouvernement royal du Népal en réponse à la communication du 30 août 2002, adressée au Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président du Comité contre le terrorisme (CCT)

Paragraphe 1

Point 1 : Existe-t-il au Népal des dispositions qui permettent de réglementer les réseaux bancaires informels? Dans l'affirmative, veuillez en préciser la teneur.

Les dispositions qui aident directement ou indirectement à réglementer les réseaux bancaires informels sont les suivantes :

1. Le Nepal Rastra Bank Act de 2002 dispose qu'aucune transaction bancaire ne peut être effectuée sans l'autorisation de la Banque centrale. Quiconque enfreint cette disposition est passible des sanctions prévues par la loi.
2. L'article 3.1 f) de la loi 2058 de 2002 sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression) punit d'une peine d'emprisonnement tout acte visant à se procurer par la force des fonds ou des marchandises, ou tout acte de pillage perpétré à des fins de terrorisme et de déstabilisation.
3. L'article 5.7 de cette même loi autorise les agents des services de sécurité à geler les comptes bancaires et à confisquer le passeport de tout individu qu'ils soupçonnent sur la base d'indices probants d'avoir été impliqué dans une activité terroriste ou une entreprise de déstabilisation.
4. L'article 14.1 autorise la saisie de tous les biens, équipements et véhicules ayant servi à des fins de terrorisme ou de déstabilisation.
5. Le Département de l'investigation fiscale du Ministère des finances est chargé de surveiller les activités bancaires informelles telles que transferts de devises, transactions financières et opérations connexes.
6. La loi relative à l'immatriculation des sociétés et associations soumet toute création de société civile ou institution financière, quelle qu'en soit la taille, à l'autorisation préalable du Gouvernement royal du Népal.
7. De même, le code des impôts dispose que toute personne physique ou morale doit déclarer le montant et l'origine de ses revenus dans les trois mois qui suivent la fin de l'année fiscale.

Point 2 : Veuillez expliquer comment le Népal prévoit d'appliquer les alinéas 1 b) à 1 d) de la résolution.

Les dispositions suivantes de la loi sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression) peuvent être appliquées aux fins des alinéas susmentionnés.

Alinéa b) – l'article 10.6 punit de 5 à 10 ans d'emprisonnement la participation à des activités terroristes ou à des manœuvres de déstabilisation.

Alinéa c) – l'article 5 autorise le gel des comptes bancaires des terroristes présumés.

Alinéa d) – l'article 3 réprime l'extorsion par la force de fonds de toute nature, y compris de liquidités. Il prévoit également la saisie de tous les biens, équipements ou moyens utilisés à des fins de terrorisme ou de déstabilisation.

Point 3 : Existe-t-il au Népal d'autres dispositions législatives et procédures que celles qui sont citées dans votre rapport pour surveiller les transactions financières douteuses? Les établissements financiers et les autres intermédiaires (par exemple avocats, notaires) sont-ils tenus de communiquer aux autorités toute information susceptible de contribuer à la prévention des opérations économiques et financières à visée terroriste et des autres actes criminels? Dans l'affirmative, quelles sont les sanctions applicables en cas de non-respect de cette obligation légale?

La surveillance des transactions financières douteuses se fait de la manière suivante :

1. À travers les textes de loi et les mesures de surveillance indiqués plus haut aux points 1 et 2.

2. Par l'obligation faite à tous les établissements d'informer régulièrement la Banque centrale (la Nepal Rastra Bank) de tous les mouvements de fonds sur les comptes qu'ils détiennent, y compris les mouvements suspects. La Banque centrale est habilitée en vertu de la Nepal Rastra Bank à prendre des sanctions à l'encontre des contrevenants.

Point 4 : Au sujet de l'alinéa 1 c), veuillez indiquer sur quelle base juridique s'appuie le Népal pour geler les avoirs et les ressources économiques d'origine licite ou qui, bien que n'étant pas juridiquement la propriété d'organisations terroristes présumées, peuvent être utilisés par elles.

Comme il est indiqué plus haut aux points 1 et 1 c), le Gouvernement royal du Népal et ses agents peuvent geler des avoirs et des ressources économiques en vertu de la loi sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression).

Paragraphe 2

Alinéa a)

Le CCT souhaiterait avoir un résumé détaillé (ou si possible le texte en anglais) de l'ordonnance 2058 de 2001 sur la prévention et la répression du terrorisme et des entreprises de déstabilisation ainsi qu'un rapport de situation concernant l'adoption de ce texte par le Parlement.

La loi 2058 de 2002 sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation est en cours de traduction en anglais. Le texte de cette version anglaise sera communiqué au Comité dès qu'il sera disponible.

Alinéa b)

Point 1 : Veuillez fournir au Comité des renseignements sur les mécanismes de coopération interinstitutions entre les autorités responsables du contrôle des stupéfiants, des enquêtes financières et de la sécurité, en particulier pour ce qui est des contrôles aux frontières visant à empêcher les terroristes de se déplacer librement.

La brigade anti-stupéfiants du Ministère de l'intérieur est à l'oeuvre pour lutter contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent lié à cette activité. Elle travaille en coopération avec la police, l'administration des douanes, le service de l'investigation fiscale et les administrations de district dans l'ensemble du pays. Les activités sont coordonnées par le Ministère de l'intérieur. Les administrations des districts et la police assurent les contrôles aux frontières et du personnel militaire a également été déployé aux points névralgiques pour empêcher la contrebande de stupéfiants et la circulation de ces produits et surveiller les mouvements suspects de terroristes.

Point 2 : Quelles sont au Népal les institutions chargées de donner rapidement l'alerte aux autres États?

Les institutions chargées de cette mission d'alerte rapide sont pour l'essentiel le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la défense, l'Armée royale du Népal, la police, le bureau du renseignement, le Centre de vigilance (nouvellement créé), l'administration des douanes, et le département de l'investigation fiscale.

Alinéa c)

Veuillez préciser en quoi les dispositions de la loi sur l'extradition permettent d'appliquer l'alinéa 2 c) de la résolution, en donnant des exemples des mesures prises à cet effet.

Aux termes de la loi sur l'extradition, tout individu ayant commis une infraction pénale dans un pays étranger et qui se cache au Népal pour échapper à la justice est extradable si un traité bilatéral a été signé à cet effet ou si le Népal a une obligation d'extradition en vertu d'un instrument multilatéral. Comme la loi dispose que le Gouvernement doit soit exécuter l'extradition soit engager des poursuites pénales contre l'auteur de l'infraction, il s'ensuit qu'aucun délinquant ne peut couler des jours tranquilles au Népal et que ceux qui l'aident financièrement ne peuvent espérer se soustraire à la justice. De plus, le Népal est partie à un certain nombre de conventions régionales et internationales, dont la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, la Convention internationale contre la prise d'otages, la Convention de l'ASACR sur la répression du terrorisme.

Alinéa d)

Votre rapport indique, à propos de l'alinéa 3 f), que « toute activité terroriste menée depuis le territoire népalais contre le Népal ou contre tout autre pays est réprimée » conformément aux dispositions de l'ordonnance sur la prévention et la répression du terrorisme et des entreprises de déstabilisation. Veuillez préciser en quoi cette ordonnance empêche les terroristes d'utiliser le territoire népalais pour se livrer à des activités dirigées contre d'autres États ou contre des personnes.

L'ordonnance est devenue une loi, intitulée loi sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression), qui vise spécifiquement à lutter contre le terrorisme. En vertu du principe de compétence territoriale, les lois pénales s'appliquent sans considération de nationalité à tous les individus présents sur le territoire. De ce fait, tout Népalais ou ressortissant étranger qui se livre sur le territoire national à des activités terroristes dirigées contre le Népal ou tout autre État ou contre des personnes, tombe sous le coup de la loi et encourt par conséquent des sanctions pénales.

Alinéa e)

Dans quelle mesure les tribunaux népalais sont-ils compétents pour connaître des infractions suivantes :

- **Acte perpétré à l'étranger par une personne de nationalité népalaise ou résidant habituellement au Népal (qu'elle s'y trouve ou non actuellement)?**
- **Acte perpétré à l'étranger par un ressortissant étranger se trouvant actuellement sur le territoire népalais?**
 - L'article 4 de la loi sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression) dispose que la commission, à partir d'un pays étranger, d'un acte de terrorisme et de déstabilisation visant le Royaume du Népal est passible des mêmes peines que s'il était commis sur le territoire népalais.
 - De même, tout ressortissant étranger qui se trouve au Népal après avoir commis un acte de terrorisme à l'étranger sera extradé ou poursuivi pénalement au Népal du fait que les dispositions des traités auxquels le Népal est devenu partie par voie de ratification, adhésion, acceptation ou approbation sont applicables sur le territoire népalais au même titre que celles du droit interne. Cette disposition est clairement envisagée à l'article 9 de notre loi relative aux traités.

Alinéa f) :

Dans quel délai légal les demandes d'assistance judiciaire à des fins d'enquête ou de poursuites pénales liées au financement ou au soutien d'actes de terrorisme doivent-elles être satisfaites? Combien de temps faut-il en pratique pour donner suite à de telles demandes au Népal?

La loi ne prescrit pas de délai précis en la matière.

Paragraphe 3

Alinéa c)

Le Népal a-t-il conclu des accords bilatéraux pour prévenir et réprimer les attentats terroristes et engager des poursuites pénales contre leurs auteurs? Dans l'affirmative, avec quels pays le Népal a-t-il signé des traités bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire?

1. Le Népal a signé un traité d'extradition avec l'Inde en 1953.

2. La Convention de l'ASACR sur la répression du terrorisme, dont le Népal est partie, a valeur de traité bilatéral en ce qui concerne l'extradition et l'entraide judiciaire.

Alinéa d)

Au sujet des 12 instruments internationaux – conventions et protocoles – relatifs au terrorisme, le CCT voudrait connaître les mesures prises par le Népal :

- Pour devenir partie aux instruments auxquels il n'est pas encore partie;
- Pour adopter la législation et procéder aux autres ajustements nécessaires pour donner effet aux instruments auxquels elle est devenue partie.

1. Le Népal se prépare à devenir partie à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, et a signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

2. La loi népalaise relative aux traités dispose en son article 9 que les dispositions des traités internationaux auxquels le Népal est devenu partie par voie de ratification, adhésion, acceptation ou approbation l'emportent sur celles du droit interne pour ce qui est des infractions visées dans ces instruments.

Alinéa e)

Les infractions visées dans les instruments internationaux – conventions et protocoles – relatifs au terrorisme figurent-elles parmi les cas d'extradition dans les traités bilatéraux auxquels le Népal est partie?

1. Comme il est indiqué aux paragraphes ci-dessus, les traités bilatéraux et multilatéraux auxquels le Népal est partie l'emportent sur le droit interne en cas de conflit entre la législation nationale et les dispositions des traités internationaux.

2. La plupart des conventions internationales définissent les infractions passibles d'extradition. Ces infractions sont donc réputées couvertes par les traités d'extradition bilatéraux.

Alinéa f)

Veuillez donner des précisions sur le « mécanisme de vérification ». A-t-il été mis en place en vertu de dispositions législatives ou réglementaires?

Dans le cadre d'un accord exécutif, le Gouvernement royal du Népal a établi, en coopération avec le HCR, un poste de vérification à la frontière au principal point d'entrée des réfugiés arrivant du Bhoutan.

Alinéa g)

Selon l'alinéa e) de l'article premier de la Convention de l'ASACR sur la répression du terrorisme (Convention de l'ASACR), un certain nombre d'infractions telles que le meurtre, l'homicide, l'agression avec coups et blessures, l'enlèvement, la prise d'otages et les infractions en matière d'armes à feu ne sont pas assimilées à une infraction politique, ni à un fait connexe à une infraction politique, ni à une infraction inspirée par des motifs politiques « lorsqu'elles sont utilisées comme moyen de perpétrer des actes de violence aveugle ». Étant donné que le paragraphe 3 g) de la résolution demande à tous les États de veiller à ce que « la revendication de motivation politique ne soit pas

considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés », veuillez indiquer si, au Népal, les infractions susmentionnées peuvent être considérées comme des infractions politiques, connexes à des infractions politiques, ou inspirées par des motifs politiques lorsqu'elles sont commises sans discrimination.

Veuillez également préciser si l'alinéa e) de l'article premier susmentionné reste valide pour les États parties à la Convention de l'ASACR et s'il reflète la pratique de l'État népalais à l'égard des autres États en ce qui concerne le paragraphe 3 g) de la résolution.

Toutes les infractions visées dans la Convention de l'ASACR sont réputées n'avoir aucun caractère politique. Elles sont par conséquent considérées comme des actes terroristes et sont réprimées en conséquence.

Paragraphe 4

Le Népal a-t-il pris des dispositions concernant les problèmes exposés au paragraphe 4 de la résolution?

Le Gouvernement royal du Népal a pris les mesures nécessaires pour répondre aux problèmes exposés au paragraphe 4 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. L'adhésion du Népal à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1989) le 24 juillet 1991, la signature, par le Népal, de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants et les substances psychotropes le 29 juin 1987 ainsi que de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000) le 11 décembre 2002 témoignent de la fermeté de notre engagement dans ce domaine.

Questions diverses : Le Népal pourrait-il communiquer l'organigramme de l'appareil administratif (autorités de police, de contrôle de l'immigration, des douanes, du fisc et de contrôle financier), mis en place pour donner concrètement effet aux lois, règlements et autres textes considérés comme contribuant à l'application de la résolution?

L'organigramme de l'appareil administratif du Gouvernement royal du Népal sera envoyé sous peu au Comité.

Assistance

Pour répondre à l'une des remarques de votre rapport à propos de l'alinéa 2 g) de la résolution, il convient de rappeler que, par sa résolution 1377 (2001) du 12 novembre 2001, le Conseil de sécurité a demandé au CCT d'examiner les moyens d'aider les États et en particulier d'explorer les programmes existants d'assistance en matière technique, financière, réglementaire, législative ou autre, qui pourraient faciliter l'application de la résolution 1373 (2001). Pouvez-vous indiquer dans quels domaines le Népal souhaiterait bénéficier de cette assistance?

Le Népal a effectivement besoin d'assistance dans les domaines suivants :

Formation :

1. Formation des agents chargés de former les policiers et les militaires à la lutte antiterroriste.

2. Formation des agents chargés de former le personnel des services du renseignement à la lutte antiterroriste.
3. Formation des agents chargés de former les policiers et procureurs dans le domaine de l'investigation.
4. Formation visant à renforcer la capacité de détection et de surveillance des mouvements de fonds suspects.
5. Formation à l'élaboration des projets de lois relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme.
6. Conseils aux juges et aux administrateurs appelés à s'occuper d'affaires de terrorisme.

Matériel et autres besoins

7. Mise en place de systèmes informatiques et de réseaux pour agir efficacement contre le terrorisme.
 8. Renforcement des moyens matériels des services du renseignement.
-